



Perpignan, le 30 mai 2023

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N°PREF/DCL/BCLUE 2023150-0002 modifiant
l'arrêté préfectoral n° 2017095-0001 du 05 avril 2017 portant autorisation à la société
publique locale (SPL) SILLAGES d'exploiter un aquarium de présentation au public sur la
commune de Canet-en-Roussillon**

Le Préfet des Pyrénées-Orientales,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 25 mars 2004 fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale N° 2017095-0001 délivré le 05 avril 2017 à la société publique locale (SPL) SILLAGES sur le territoire de la commune de Canet-en-Roussillon pour l'exploitation d'un aquarium de présentation au public ;

Vu la modification notable portée à la connaissance du préfet par la société publique locale (SPL) SILLAGES le 22 février 2023 concernant les installations de prélèvement en eau de mer et le dossier joint ;

Vu le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 14 avril 2023 ;

Vu le courrier transmis à l'exploitant le 5 mai 2023 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les modifications apportées ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, il y a lieu d'adapter l'autorisation environnementale ;

.../...

ARRÊTE

ARTICLE 1er

La société publique locale (SPL) SILLAGES dont le siège social est situé Capitainerie du Port, BP 210, autorisée à exploiter un aquarium de présentation au public sur le territoire de la commune de Canet-en-Roussillon, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées et IOTA :

Rubrique	Désignation de la rubrique	Volume de l'activité	Classement
2140	<p>Animaux d'espèces non domestiques (installations fixes et permanentes de présentation au public de), à l'exclusion des magasins de vente au détail et des installations présentant au public des animaux d'espèces non domestiques correspondant aux activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présentation de poissons et d'invertébrés aquatiques, les capacités cumulées des aquariums et des bassins présentés au public étant inférieures à 10 000 litres de volume total brut ; - présentation au public d'animaux dont les espèces figurent dans la liste prévue par l'article R. 413-6 du code de l'environnement ; - présentation au public d'arthropodes. <p>Nota : sont visées les installations présentes sur un même site au moins 90 jours par an consécutifs ou non et dont l'activité de présentation au public est d'au moins 7 jours par an sur ce site</p>	Volume bassins et aquariums de présentation 1272 m3	A
2130	<p>Piscicultures</p> <p>1. piscicultures d'eau douce (à l'exclusion des étangs empoisonnés, où l'élevage est extensif, sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnel), la capacité de production étant supérieure à 20 t/an</p> <p>2. piscicultures d'eau de mer, la capacité de production étant :</p> <p>a) supérieure à 20 t/an</p> <p>b) supérieure à 5 t/an, mais inférieure ou égale à 20 t/an</p>	Capacité de production inférieure à 5t/an	NC
2910.A	<p>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771.</p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques</p>	Puissance : groupe électrogène < 750 kW	NC

	de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est : A. La puissance thermique maximale de l'installation (quantité maximale de combustible exprimée en PCI susceptible d'être consommée par seconde), étant : 1. supérieure ou égale à 20 MW 2. supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW		
4.1.2.0	Travaux d'aménagement portuaire et autres ouvrages réalisés en contact avec le milieu marin et ayant une incidence directe sur ce milieu	coût des travaux de réalisation à hauteur de 450 000 euros	D

A (autorisation), D (déclaration), NC (non classé)

ARTICLE 3- PRESCRIPTIONS SUPPRIMÉES

L' article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 05 avril 2017 susvisé est supprimé.

ARTICLE 4 – PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet des services de l'État dans le département des Pyrénées-Orientales pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5 – RECOURS


La présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales ;
- d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;
- d'une recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>

ARTICLE 6- EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la Préfecture des Pyrénées-Orientales, le directeur départemental de la Protection des Populations (DDPP), le maire de la commune de Canet-en-Roussillon, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

Pour le préfet, et par délégation,
Le secrétaire général,


Yohann MARCON

